

Extrait du Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Identifiant juridique : BOI-ENR-DMTG-10-10-20-10-20140711

Date de publication : 11/07/2014

DGFIP

ENR - Mutations à titre gratuit – Successions – Champ d'application des droits de mutation par décès - Biens à déclarer – Règles générales

Positionnement du document dans le plan :

ENR - Enregistrement

Mutations à titre gratuit de meubles ou d'immeubles

Titre 1 : Successions

Chapitre 1 : Champ d'application des droits de mutation par décès : Principes

Section 2 : Biens à déclarer

Sous-section 1 : Règles générales

Sommaire :

I. Principe

II. Biens divers à déclarer

I. Principe

1

Le droit de mutation par décès atteint tous les biens qui faisaient partie du patrimoine du défunt au jour de son décès, et qui, par le fait de son décès, sont transmis à ses héritiers, donataires ou légataires.

Ainsi la déclaration de succession doit comprendre tous les biens dont la propriété apparente reposait sur la tête du défunt au jour de son décès, que ces biens soient ou non imposables ([BOI-ENR-DMTG-10-10-30](#) pour l'incidence de la territorialité de l'impôt ; [BOI-ENR-DMTG-10-10-40-50](#), [BOI-ENR-DMTG-10-10-40-10](#), [BOI-ENR-DMTG-10-10-40-20](#), [BOI-ENR-DMTG-10-10-40-30](#) et [BOI-ENR-DMTG-10-10-40-40](#) pour la preuve du droit de propriété du *de cujus* et [BOI-ENR-DMTG-10-60-30](#) pour la forme et le contenu de la déclaration).

II. Biens divers à déclarer

10

Les biens composant le patrimoine du défunt ne sauraient faire l'objet d'une énumération exhaustive. Il s'agit principalement des biens suivants étant précisé que cette liste n'a qu'un caractère indicatif :

- immeubles non bâtis (terrains à bâtir, terres agricoles, bois et forêts, landes, pâtures, etc.) ;
 - immeubles, bâtis, quelle que soit leur affectation (à usage industriel, commercial, artisanal, agricole ou de profession libérale ou à usage d'habitation), que les immeubles soient loués ou que le propriétaire s'en réserve la jouissance et sans qu'il y ait à distinguer selon qu'il s'agit de la résidence principale ou secondaire ;
 - immeubles en cours de construction ;
 - droits réels immobiliers (usufruit, droit d'usage, droit du preneur d'un bail à construction, etc.) ;
 - entreprises industrielles, commerciales, artisanales ;
 - exploitations agricoles ;
 - fonds de commerce et clientèles ;
 - charges et offices ;
 - droits de propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique, dessins et modèles) ;
 - droits de propriété littéraire ou artistique ;
 - meubles meublants ;
 - bons du Trésor, bons de caisse, bons de capitalisation et tous titres de même nature ;
 - parts sociales, parts de fonds communs de placement, valeurs mobilières cotées ou non cotées, y compris celles figurant dans les comptes d'épargne à long terme ([BOI-ENR-DMTG-10-10-20-30](#)) ;
 - créances, dépôts de toute nature (y compris les livrets de caisse d'épargne) et avoirs en espèces ;
 - voitures automobiles, motocyclettes, yachts et bateaux de plaisance à moteur fixe, hors-bord ou à voile, avions de tourisme, chevaux de course, chevaux de selle ;
- Il est précisé qu'un navire en cours de construction appartient, jusqu'à son achèvement, au constructeur. Après son achèvement, le navire appartient à la personne désignée comme telle dans l'acte de francisation. Des règles similaires s'appliquent aux aéronefs ;
- bijoux, or et métaux précieux ;
 - les unités de compte virtuelles stockées sur un support électronique (notamment les "bitcoins").